

Elections locales

Unir sur le point de rafler la majorité des mairies

Après la proclamation des résultats définitifs des élections locales par la Cour suprême du Togo, place à l'élection des maires par les conseillers municipaux. Le parti au pouvoir Union pour la République ayant remporté une ...



PAGE 3

INCLUSION FINANCIÈRE



Echos des bénéficiaires des produits Fnfi

"Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF)

PAGE 2

ECONOMIE



Filière riz

Noel Bataka prend le pouls du PDPR-K à Kara

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique s'est rendu sur de différentes localités où est implanté le Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K)...

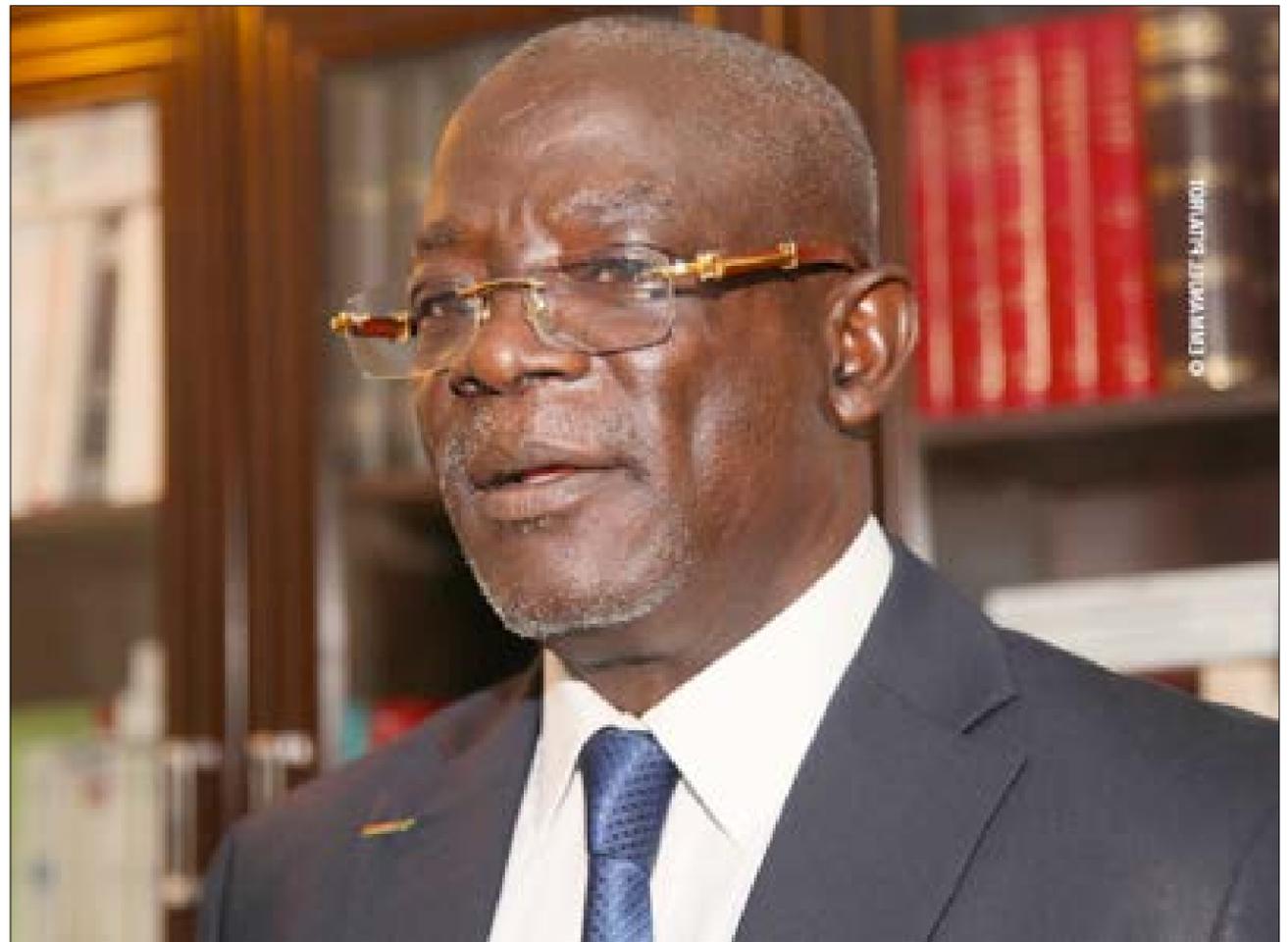
PAGE 5

RDC

Tshisekedi interdit les manifestations politiques pour une semaine

Les marches « à caractère politique » sont interdites toute la semaine dans ...

PAGE 4



Présidentielle de 2020

L'union de l'opposition n'est pas la seule solution selon Me Tchassona Traoré

PAGE 3

DERNIERES HEURES

« Mon sang pour une vie », l'UPF-Togo à l'avant-garde

La pénurie du sang dans les hôpitaux togolais est criarde. La section togolaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) à qui la gravité du phénomène n'est pas méconnue, entend apporter sa contribution en vue de la réduction de ce fléau. Cet apport de l'UPF-Togo pour pallier à cette situation, a fait l'objet d'une conférence de presse, ce 22 juillet, à Lomé.

Toutes les deux secondes, une vie quelque part, a besoin du sang. En effet, les hôpitaux et le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) éprouvent du mal à répondre aux demandes sans cesse croissantes et estiment le besoin actuel à 70 000 poches de sang par an ...

PAGE 3

Actions Sociales

Faure Gnassingbé n'a pas perdu de vue son mandat social

« La jeunesse togolaise dont le dynamisme et l'engagement doivent être soutenus et accompagnés sera au cœur des interventions de l'Etat. Je demeure persuadé ...

PAGES 6&7



 <p>Le Hicrun veut clore le chapitre des victimes de 2005</p>	<p>SOMMAIRE</p> <p>Kenya / Lutte contre la corruption Le ministre des Finances arrêté</p>  <p>P4</p>	<p>Filière riz Noel Bataka prend le pouls du PDPR-K à Kara</p>  <p>P5</p>	<p>Journée d'action globale La vague verte a déferlé sur la Kozah</p>  <p>P10</p>	<p>Emploi dans la sous-région Un système d'information bientôt sur le marché du Travail</p>  <p>P11</p>
--	---	--	---	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Une journée avec Abra DOMETOO, bénéficiaire du Produit

"Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF)

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Notsé, dans la Préfecture de Haho pour partager avec vous les témoignages de Madame Abra Dometoo, bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF). Grâce à ce crédit, notre interlocutrice a pu réussir à gagner le pari de son devenir grâce à la préparation et à la commercialisation de pâte de maïs fermentée (kom).



Abra DOMETOO

Région des plateaux, Préfecture de Haho, environ 130 km au nord de Lomé. En parcourant cette préfecture peuplée majoritairement d'Éwé, c'est avec un sentiment de satisfaction que l'on aperçoit des vaillantes femmes et hommes qui vaquent librement à leurs occupations. Des petites activités génératrices de revenus qui leur permettent sans doutes de pouvoir joindre les deux bouts. Ici dans cette localité, se concentrent comme dans les autres préfectures d'ailleurs, assez de

bénéficiaires des Produits du Fonds National de la Finance Inclusive. Des microcrédits sans garantie matérielle ni financière, mais qui selon les nombreux témoignages reçus ont permis à plusieurs milliers de bénéficiaires de pouvoir se prendre en charge en assumant leurs besoins vitaux les plus élémentaires. " Je vis ici à Notsé depuis plus d'une dizaine d'années. Sans diplômes et sans formation initiale, vous comprenez aisément que je n'avais pas d'activités fixes. Au quotidien, je me portais volontaire pour

aider toutes les personnes qui désiraient de l'aide pour pouvoir réaliser leurs petites tâches domestiques ou activités commerciales. Comme vous pouvez-vous l'imaginer, les revenus que je tirais de ces activités ponctuelles ne pouvaient pas me permettre de réaliser quelque chose de grand. Après moult réflexions, il me fallait donc pouvoir personnellement débiter l'exercice d'une activité qui pouvait me permettre de générer des revenus et pouvoir me prendre en charge. J'avais alors besoin d'un léger coup de pouce financier, il me fallait donc obtenir un microcrédit. De discussions en discussions avec les camarades dans le quartier, j'ai été informée que le Fonds National de la Finance Inclusive mettait en service plusieurs gammes de produits financiers pour aider des personnes comme moi qui sont dans le besoin. Sans hésiter, je me suis rendu auprès de SPEC OIC, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI. Une fois au niveau de l'Institution de Microfinance, j'ai été très bien renseignée sur toutes les opportunités qu'offre le FNFI aux personnes dans le besoin comme moi. Après le passage en revue de tous les produits du Fonds, je me suis rendu compte

que le Produit le plus approprié pour moi était le Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF). Je n'attendais pas mieux que ça."

Le tout premier produit du Fonds, le Produit générique APSEF, est un produit de 30.000 FCFA pour le premier cycle, 40.000 pour le second et 50.000 FCFA pour chacun des deux derniers cycles. Un produit générique sans garantie matérielle ni financière, mais qui aujourd'hui a permis à des milliers de bénéficiaires répartis sur l'ensemble du territoire national de pouvoir démarrer ou consolider une activité génératrice de revenus.

" Après que j'ai pris connaissance des conditions d'accès au Produit APSEF, l'Institution de Microfinance m'a mis en relation avec un Prestataire de Services Techniques qui a alors renforcé nos capacités en techniques de création et de gestion de microentreprise, mais aussi et surtout en gestion de crédit. Nous nous sommes outillés sur les techniques qui nous permettraient de pouvoir librement exercer nos AGR, dégager des bénéfices et pouvoir rembourser le crédit dans les délais."

Cette formation initiale de trois jours bouclée, notre interlocutrice se voit octroyer son premier sésame de 30.000 F CFA.

" J'ai obtenu pour

commencer, une première tranche de crédit d'un montant de 30.000 FCFA. Et comme j'avais déjà en tête la préparation et la commercialisation de la pâte fermentée de maïs, cette somme m'a permis de pouvoir acheter un sac de maïs, un panier de tomate ainsi qu'un carton de poisson pour pouvoir commencer mon activité. Et comme vous le voyez, depuis des mois déjà, je suis à mon propre compte. Tous les jours, de lundi à samedi, je prépare et je commercialise ici la pâte de maïs fermentée, communément appelé Kom, bien prisée par non seulement les autochtones, mais aussi les étrangers." Depuis le début de son commerce, Abra Dometoo peut désormais mesurer toute la portée du crédit qu'elle a reçu, l'impact direct induit par le Produit APSEF sur sa vie est désormais quantifiable.

" Avec les revenus que je dégagne désormais de la vente de Kom, je parviens à me prendre en charge. Je contribue également aux cotés de mon époux à prendre en charge les besoins de nos deux enfants ainsi que de leur éducation. C'est toujours mieux de savoir que deux personnes se partagent les frais de la maison, plutôt que de laisser une seule personne en assumer. Je suis déjà à la fin du remboursement en intégralité de mon premier cycle de crédit."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... La section togolaise de l'UPF, à travers une action d'envergure à court et moyen terme dénommée « Mon sang pour une vie » veut faire en sorte que les hôpitaux disposent suffisamment de

poches de sang pour répondre au besoin de la transfusion sanguine, et par là sauver des vies. Connu pour son rôle d'information, d'éducation et quelques fois de distraction, le journaliste a également sa partition à jouer pour le développement de sa

communauté. A travers l'opération « Mon sang pour une vie » tous les journalistes des médias publics, privés et des représentants de la presse internationale sont conviés à donner de leur sang pour sauver une vie. Cette opération humaine et

humaniste consacrée aux professionnels des médias se déroulera, le 03 août 2019 au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de Lomé à 10h GMT. Les lecteurs, les auditeurs et les téléspectateurs sont aussi priés à se joindre aux journalistes

pour l'accomplissement de ce devoir sacré qui est le « don de sang ».

La transfusion du sang et des produits sanguins sauve la vie à des millions de personnes chaque année dans le monde.

Nadia Edodji

Présidentielle de 2020

L'union de l'opposition n'est pas la seule solution selon Me Tchassona Traoré

L'union de l'opposition est-elle finalement devenue un slogan au Togo ? Ou juste une chimère ? Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'à l'approche de chaque élection, surtout la présidentielle, le sujet revient toujours au-devant de la scène. Et au lieu d'être plus unis, les partis de l'opposition en sortent plus divisés que jamais. Et le cycle reprend.

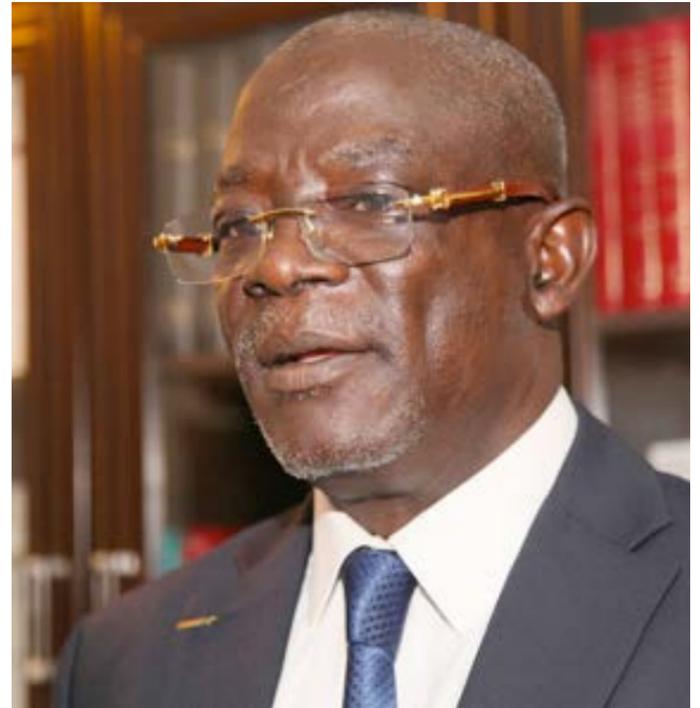
Les opposants togolais ne sont jamais parvenus à s'entendre sur les modalités de désignation d'un candidat unique pour l'opposition. Des conclaves ont eu lieu dans ce sens. Mais, avant même que cela ne prenne fin, d'autres partis ou regroupements de partis mettent les pieds dans les plats en se positionnant pour le scrutin en question. Cela fait que l'on se retrouve très souvent avec un candidat unique d'une partie de l'opposition et d'autres candidats issus de l'opposition face au candidat du parti au pouvoir. Le cas le plus récent, c'est

l'élection présidentielle de 2015 avec comme Jean-Pierre Fabre président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), à l'époque chef de file de l'opposition, candidat du regroupement Combat pour l'alternance politique en 2015 (Cap 2015). Il avait en face de lui, le président Faure Gnassingbé du parti Union pour la République (Unir) et ses camarades de l'opposition.

Ce fut l'échec assuré pour eux. Et aujourd'hui, après l'amère expérience de la Coalition des 14 et les débâcles du 20 décembre 2018 et du 30 juin 2019, et alors que le divorce est

consommé, que vont faire les partis de l'opposition ? D'ailleurs l'opposition est devenue très plurielle.

Après le 20 décembre, de nouveaux partis ont émergé et sont à l'Assemblée nationale. Il n'est pas sûr que les partis de l'opposition traditionnelle qui sont aujourd'hui hors de l'Assemblée nationale et qui considèrent ceux-ci comme des béquilles du parti au pouvoir, veillent se mettre dans une dynamique unitaire avec eux. Toutefois, certains acteurs y croient toujours. Parmi eux, Brigitte Kafui Adjamagbo Johnson,



Me Mohamed Tchassona Traoré

coordinatrice de la C14. Ce n'est pas en tout cas la position de maître Mohamed Tchassona Traoré, président national du Mouvement citoyen pour la démocratie (MCD). Pour lui, l'union

de l'opposition n'est pas forcément la seule solution. A quelques mois de la présidentielle, il vient assurément de jeter un pavé dans la mare.

E. Dadzie

Elections locales

Unir sur le point de rafler la majorité des mairies

Après la proclamation des résultats définitifs des élections locales par la Cour suprême du Togo, place à l'élection des maires par les conseillers municipaux. Le parti au pouvoir Union pour la République ayant remporté une majorité écrasante des postes de conseillers municipaux raflera logiquement aussi la majorité des mairies.

l'article 52 de la loi sur la décentralisation et les libertés locales, il est stipulé : « un (01) mois après les élections locales, les élus locaux sont conviés, dans chaque région, à une cérémonie solennelle présidée par le ministre chargée de la Décentralisation pour leur présenter la politique de décentralisation et les priorités d'action du gouvernement ». Ainsi donc, dans quelques jours ce sera la rentrée pour les tout nouveaux élus locaux. Ensuite ceux-ci sur convocation du préfet passeront à la vitesse supérieure, notamment l'élection du maire et de

ses adjoints. La loi sur la décentralisation et les libertés locales à son article 90 prévoit les dispositions pratiques.

Il y est précisé : « au cours de sa première réunion, le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés ». À la lumière de ce qui suit, l'on comprend aisément que tout parti politique, regroupement de partis politiques ou indépendants qui auront la majorité des conseillers municipaux en leur sein, pourront s'approprier le poste de maire.



Des militants du parti Unir en liesse

Le même schéma va se répéter sur l'ensemble du territoire national, excepté certaines communes dans lesquelles les résultats sont très serrés et où les forces en présence devront négocier pour

avancer. Mais attention à ne pas s'éterniser sur l'aspect politique au point d'occulter les défis qui attendent en matière de développement. Il faut tout de même relever que pour la plupart

des communes, ce sera une formalité. Ce sont surtout les communes dans lesquelles, les partis politiques Unir, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et la Coalition des 14 sont largement arrivés en tête. Sur ce plan, le parti Unir ne va pas du tout se plaindre. En effet, Unir a gagné 878 sièges de conseillers municipaux sur 1473 dans 112 communes. C'est plus que la majorité des postes pourvus. Cela veut dire que sur l'ensemble des 114 communes que compte le pays, le parti de Faure Gnassingbé va diriger plus de la moitié et les plus importantes d'ailleurs. C'est en tout cas un bon tremplin pour l'avenir. L'opposition qui voulait arracher ces mairies est aujourd'hui désillusionnée.

Edem Dadzie

Kenya / Lutte contre la corruption

Le ministre des Finances arrêté

Le ministre kényan des Finances, Henry Rotich, a été arrêté et inculpé pour corruption. Il lui est reproché sa gestion du projet de construction de deux barrages assuré par la société italienne CMC de Ravenna. L'annonce faite ce lundi matin par le procureur a provoqué une chute du cours des obligations souveraines du Kenya à Londres.

Soupçonné de corruption dans le cadre de cette affaire depuis plusieurs mois, Rotich a toujours nié les faits qui lui sont reprochés. Idem pour l'entreprise italienne qui avait soutenu en mars dernier qu'aucun acte répréhensible n'avait été commis de part et d'autre.

Cette arrestation intervient suite à une enquête judiciaire sur l'utilisation abusive de fonds dans le cadre d'un projet de

construction de deux barrages. Rotich est accusé d'avoir attribué ce marché de 450 millions de dollars à la société italienne CMC de Ravenna, sans passer par l'étape obligatoire de l'appel d'offres.

Plus tard dans la matinée, le directeur des poursuites pénales, Noordin Haji, a tenu une conférence de presse, expliquant les raisons derrière cette décision :

«Ils ont enfreint la loi sur la gestion des finances

publiques sous le prétexte de transactions commerciales légitimes. Des sommes colossales ont été versées de manière injustifiable et illégale par le biais d'un programme bien ficelé par des agents du gouvernement de connivence avec des particuliers et des institutions».

Il est reproché au ministre d'avoir, avec la complicité de ses proches collaborateurs, surfacturé le projet et poussé l'Etat



Henry Rotich, ministre des Finances du Kenya

à suremprunter pour financer les deux projets. «Le Trésor national a négocié une facilité commerciale augmentant le montant à environ 63 milliards de shillings -ce

qui représente 17 milliards de plus que nécessaire ou requis, payable en temps utile sans tenir compte d'une performance ou de travaux», a expliqué Haji.

T.M.

RDC

Tshisekedi interdit les manifestations politiques pour une semaine

Les marches « à caractère politique » sont interdites toute la semaine dans la capitale, a annoncé la police ce dimanche. Cette décision est justifiée par le « climat tendu » qui règne entre les partisans du président Félix Tshisekedi et ceux de son prédécesseur Joseph Kabila, selon le gouverneur de Kinshasa.



Félix Tshisekedi

« Compte tenu du climat tendu dans la capitale, Son Excellence M. le gouverneur a interdit toutes les marches » à caractère politique sur les rues de Kinshasa « pendant cette semaine », a déclaré à la télévision d'État le chef de la police de la capitale congolaise, le général Sylvano Kasongo. « Toute personne qui osera marcher ou troubler l'ordre public pendant cette semaine va trouver la police sur son chemin », a-t-il ajouté.

L'escalade a commencé mardi, lorsque des jeunes du parti du président

Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ont annoncé pour lundi une marche contre la candidature de l'ancien ministre de la Justice Alexis Thambwe, considéré comme un dur de l'ancien régime, à la présidence du Sénat.

« Nous ne voulons plus voir les mêmes visages diriger les institutions du pays ou figurer dans l'équipe gouvernementale », avait déclaré lors d'une conférence de presse Fils Mukoko, l'un des porte-parole des jeunes de l'UDPS.

En réaction, les jeunes pro-

Kabila, les bérets rouges, ont promis eux aussi d'organiser ce même lundi une contre-cache pour soutenir la candidature de l'ancien garde des sceaux à la présidence du Sénat, en brandissant une autorisation du gouverneur de Kinshasa, un pro-Kabila. Le Sénat est contrôlé par des partisans de Joseph Kabila. Le ticket présenté par le FCC pour les sept postes du bureau du Sénat ne compte aucun membre de Cap pour le changement (Cach), la coalition du président Tshisekedi.

Cap pour le changement a signé un accord de coalition avec le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien président Kabila, largement majoritaire à l'Assemblée nationale, aux assemblées provinciales et au Sénat.

Six mois après l'investiture du président Tshisekedi et plus d'un mois après la nomination de son Premier ministre Ilunga Ilunkamba, proposé par l'ancien président Kabila, les négociateurs de Cach et du FCC peinent à se mettre d'accord sur la composition du gouvernement.

Jeune Afrique

Tunisie / Réformes du code électoral Le président tunisien refuse de signer les amendements

Très décriés par l'opposition et les candidats indépendants, les amendements du code électoral, voté le 18 juin dernier par la majorité, se trouvent depuis cette date sur le bureau présidentiel en attente de promulgation. Contre toute attente, le président Béji Caid Essebsi a refusé de parapher le document, remettant à plus tard la mise en œuvre de ce nouveau document électoral.

Ces amendements avaient introduit de nouvelles règles de candidature à des élections en Tunisie. Dans le cadre de l'élection à la députation, il prévoyait un seuil électoral minimum de 3% en dessous duquel les votes obtenus ne seront pas comptabilisés dans le quotient électoral du candidat. Toute liste ou tout candidat se verrait exclu de toute élection s'il venait à être condamné un an avant les élections.

Face à une opposition qui dénonce des «lois taillées sur mesure» pour éliminer des adversaires politiques ou pour calibrer l'élection pour la victoire d'un candidat, le dernier recours restait la non-promulgation par le «garant de la Constitution de janvier 2014 et de l'organisation d'élections libres et transparentes». Dans tous les cas, Béji Caid Essebsi s'est offert une occasion d'expliquer sa

posture. «Il va s'adresser dans les prochains jours au peuple tunisien, signale Nourredine Ben Ticha, pour clarifier tous les points concernant le paraphe des amendements modifiant et complétant la loi organique relative aux élections et référendums».

Si Béji Caid Essebsi a pu signer le 5 juillet dernier, dans les délais, le décret de convocation du corps électoral, les 7,2 millions d'électeurs tunisiens pourraient bien choisir leurs 217 députés (le 6 octobre) et leur président (le 17 novembre) sous l'effet de l'ancien code électoral, car les amendements ne seront pas promulgués. Si le président Essebsi a refusé de le faire, c'est «parce qu'il refuse la logique de l'exclusion et les amendements taillés sur mesure pour certaines parties», justifie le conseiller politique.

T.M.

Gouvernance économique

Des cadres de l'administration à l'école du Page

Des responsables de l'administration étudient les contours du Projet d'appui à la gouvernance économique (Page). La rencontre se tient depuis lundi 22 juillet à Lomé. L'objectif est de permettre aux participants de mieux cerner les contours de ce projet en vue de sa bonne réalisation.

Le Projet d'appui à la gouvernance économique a été mis en place avec l'appui de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Financé à hauteur de 20 millions de dollars, le Page vise une gestion efficace des investissements publics du Togo. Il est donc important d'impliquer tous les acteurs pour que ce projet soit mieux implémenté dans le pays. C'est dans cet ordre d'idée que cette rencontre a été initiée à l'endroit des responsables de l'administration. Pour Gervais Meatchi, directeur de la Planification et des Politiques de développement, le Page va avoir un impact significatif sur le bien-être de la population.

Cette séance intervient après les bons résultats enregistrés par le Projet quelques mois après son lancement. Ces résultats ont été salués par la représentante résidente de la Banque mondiale au Togo Hawa Cissé Wagué qui a par ailleurs encouragés le Togo pour ces avancées.

Le renforcement de capacités des acteurs fait partie intégrante du Page. Et pour cause. Le Projet d'appui à la gouvernance économique participera à former différents acteurs pour une meilleure gestion des finances publiques des structures de contrôle de l'Etat comme l'Inspection générale des finances, la Cour des comptes et la Commission des finances

et du développement économique de l'Assemblée nationale.

Parlant d'avancées, le Page a contribué à l'élaboration des outils indispensables au débat d'orientation budgétaire comme le manuel d'évaluation des Projets d'investissements publics (Pip) prioritaires et leur inclusion dans le budget annuel, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle en vue de mieux planifier les recettes et les dépenses budgétaires par grandes catégories pour une durée de trois ans. Les parlementaires ont été également formés sur le Débat d'orientation budgétaire dans le cadre de ce projet.

Le Page a également



Gervais Meatchi

permis d'accélérer la réforme du budget-programme avec la revue qualité des programmes et la déclinaison des

programmes sectoriels en Autorisation d'engagement (AE) et Crédit de paiement (CP).

Félix Tagba

Filière riz

Noel Bataka prend le pouls du PDPR-K à Kara

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique s'est rendu sur de différentes localités où est implanté le Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K). Noel Bataka a profité de cette visite pour suivre l'état d'avancement de ce projet, il a également sensibilisé les populations de cette région afin qu'elles tirent parti de ce projet.



Le ministre Noel Bataka (en noir au premier plan) et des bénéficiaires sur le terrain

On ne le dira jamais assez, l'agriculture est un des moteurs de croissance économique du Togo. La filière riz représente une part importante dans la consommation locale et dans le PIB agricole du pays. Il est donc important de réaliser des projets concrets pour développer cette filière et sortir les acteurs de ce secteur de l'extrême pauvreté. Initié par le gouvernement

togolais pour promouvoir la filière riz et bénéficier aux populations, le Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara a permis de mettre en place plusieurs ouvrages. Un suivi du projet est important pour l'améliorer et lui permettre d'atteindre ses objectifs. Et pour faire ce suivi, le ministre en charge de l'Agriculture s'est rendu sur le terrain où est implanté ce projet

pour constater lui-même son évolution et toucher du doigt les réalités des populations, suite à la mise en œuvre de l'initiative. Noel Bataka s'est rendu dans la préfecture de Bassar et de Dankpen.

Différents ouvrages en place

Selon la cellule de communication du ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique, à Katcha

dans la préfecture de Bassar, 41 ha ont été aménagés dans le cadre de ce projet. On note également la construction d'une digue en béton cyclopéen avec un gabion et un enrochement sur 210 mètres linéaires, d'un abri tracteur et d'une aire de séchage de 200 m² et la réalisation d'un forage.

Alors qu'à Tapoune dans la préfecture de Dankpen, 52 ha ont été aménagés, avec la construction d'une digue en béton cyclopéen équipée d'un gabion et d'un enrochement sur 220 mètres linéaires. Un magasin de 120 tonnes, un hangar avec décortiqueuse, une aire de séchage de 200 m² et un forage sont aussi mis sur pied.

Au cours de sa visite M. Bataka s'est entretenu avec les producteurs pour une meilleure exploitation des sites du projet. Pour permettre aux acteurs de valoriser ce projet, il a tiré l'attention de ses interlocuteurs sur la nécessité d'initier des activités de renforcement de capacités organisationnelles à l'endroit des bénéficiaires.

Le ministre a aussi « demandé à l'unité d'exécution du Projet de les appuyer dans la confection des casiers rizicoles afin de mieux gérer l'eau de ruissellement. Il a en outre exhorté les coopératives à s'organiser pour acquérir les matériels agricoles mis à leur disposition par le projet pour de meilleurs rendements » indique la cellule de communication du ministère.

Le Projet de développement de la production rizicole veut réduire le niveau des importations de riz à travers une amélioration de la production nationale. Une série d'activités sont prévues dans le cadre du PDPR-K. Il s'agit entre autres de l'aménagement des sites de bas-fonds de la région de la Kara, de l'organisation des producteurs, la mise en place d'un système de crédit et d'équipements, la diffusion d'itinéraires techniques améliorés de production et de transformation post-récolte et un appui-accompagnement de proximité.

Félix T.

Actions Sociales

Faure Gnassingbé n'a pas perdu de vue son mandat social

« La jeunesse togolaise dont le dynamisme et l'engagement doivent être soutenus et accompagnés sera au cœur des interventions de l'Etat. Je demeure persuadé que les solutions les plus pertinentes aux problématiques de l'éducation, de l'emploi et de l'insertion des jeunes sont celles qui sont nourries par leurs propres réflexions et contributions », a déclaré le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, à la nation le 3 janvier 2018. Une déclaration qui va dans le sens du mandat social du président pour le compte de son troisième mandat. Une volonté qui se fait clairement voir avec l'adoption du projet de loi de finances 2019 qui consacre jusqu'à 45% du budget aux actions sociales. Retour dans ce dossier sur quelques réalisations sociales du gouvernement togolais ces dernières années.

Une communauté paisible, le leitmotiv



Faure Gnassingbé

Le président Faure Gnassingbé a lancé il y a quelques années, le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). Piloté par le Togo avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Le PUDC contribue à l'amélioration significative des conditions de vie des populations vivant dans les zones faiblement desservies par les infrastructures et services sociaux et économiques de base. Avec le PUDC, il est question de répondre à la demande réelle des populations et compléter les actions conduites par l'Etat togolais à travers ses politiques et programmes sectoriels. A l'occasion, Faure Gnassingbé a salué l'accompagnement du PNUD dans

la préparation et la mise en œuvre du programme. « La lutte contre la pauvreté et la prise en charge des aspects sociaux demeurent une priorité », a déclaré Faure Gnassingbé. Des missions ministérielles avaient recueilli les attentes des populations à la base. Suite à la collecte, la priorisation des différents chantiers a été faite pour régler les questions les plus urgentes. Evalué à 155 milliards, le PUDC est financé en partie par le gouvernement togolais à hauteur de 18 milliards FCFA. Pour Faure Gnassingbé, développement, paix et sécurité sont intrinsèquement liés. « La lutte contre la pauvreté telle qu'engagée avec le gouvernement est le pendant naturel et nécessaire de la construction d'une société paisible », a insisté le président togolais.

Plusieurs centres hospitaliers, des pistes rurales, des établissements scolaires, des marchés ainsi que des systèmes adductions d'eau ont été construits dans plusieurs localités des cinq (5) régions du Togo. Par ailleurs, l'accès à l'électricité est facilité par le déploiement des kits solaires et l'implantation de plateformes multifonctionnelles dans plus d'une vingtaine de localités. C'est encore dans le cadre du PUDC qu'une maison des jeunes a été inaugurée à Mango par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Le Togo consacre près de 45% de ces ressources budgétaires aux projets sociaux en vue d'atteindre les objectifs du PUDC.

Des marchés pour un commerce intérieur fluide

Toujours dans la logique du social, le chef de l'Etat togolais, a officiellement inauguré

plusieurs marchés à l'intérieur du pays. Le marché de Kougnohou dans la préfecture d'Akébou par

exemple. Le nouveau marché de Kougnohou a été construit par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). La réalisation des infrastructures marchandes a été faite sur demande de la communauté de Kougnohou qui souffrait des intempéries (pluies, soleils, etc.) et à l'accès contraignant à l'installation pour cause de vétusté et d'impossibilité pour les commerçantes et commerçants à circuler les jours de son animation. D'une valeur de trois cent quarante et un millions huit cent vingt-six francs CFA (341.869.826 FCFA) environ, le marché de Kougnohou, au sol dallé, compte 08 hangars préfectoraux, 6 hangars cantonaux, 1 bloc administratif, 1 bloc latrine, 1 boucherie et 2 magasins de stockages. Cette cérémonie est l'aboutissement de la mise en œuvre du projet de réalisation de cet ouvrage au profit de la communauté de Kougnohou. Elle s'inscrit dans le cadre du programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) lancé depuis 2009 et piloté par l'Anadeb pour apporter des solutions aux besoins des communautés du Togo en termes de réalisations d'infrastructures socio-collectives. La réalisation de ce projet a permis de donner du travail à plus de quatre cents ouvriers qualifiés et non qualifiés. Le nouveau marché de Kougnohou, avec sa capacité d'accueil de plus de huit cent (800) places, tout en permettant aux bénéficiaires d'être mieux abrités, redynamisera tant soit peu les activités économiques de la préfecture, développant ainsi des richesses pour une meilleure

condition de vie des populations.

Faure Gnassingbé a aussi inauguré à Niamtougou, le marché central de la préfecture de Doufelgou. Le marché central de la préfecture de Doufelgou est depuis, ouvert aux commerçantes et commerçants pour leurs activités. Le marché dont la construction a été financée par l'Etat togolais à hauteur de 1,2 milliard de francs CFA, est composé d'un hangar central, de 49 petits hangars, de 10 blocs magasins, d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment pour les soins de santé, de 2 blocs latrines, d'un forage et d'un parking. L'ouverture du marché vient ainsi mettre les usagers à l'abri des intempéries auxquelles ils étaient exposés dans l'ancien marché. Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique, du travail et de la réforme administrative, porte-parole des populations de Doufelgou pour la circonstance, a salué l'implication personnelle du Chef de l'Etat qui a permis la réalisation de ce marché qui est également animé par les commerçants des préfectures environnantes et du Bénin voisin.

À Notsè: le président togolais a remis les clés du nouveau marché de Notsè, dont il avait lui-même posé la première pierre quelques mois auparavant. Invitant la population locale à bien entretenir le nouveau joyau, le président a saisi l'occasion pour aborder la question de sécurité, sujet capital en vogue dans la sous-région. Vigilance et collaboration avec les forces de sécurité sont les deux principales attitudes qu'il a recommandées aux populations.

La santé, une priorité

Le Centre Médico-Social (CMS) de Morétan, localité située dans la préfecture de l'Est-Mono, a été le fruit du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) et de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb). Le Chef de l'Etat a lui-même présidé la cérémonie d'inauguration, répondant ainsi à une demande exprimée par les populations. Le CMS de Morétan est composé d'une Unité de soins périphériques (USP), d'un hall d'attente, de deux salles

de consultation, d'une salle d'accouchement, de diverses autres salles, d'un bloc sanitaire, d'un dépôt de pharmacie et d'un appâtâme. Le coût des travaux est estimé à plus de 110 millions de FCFA.

Le président Faure Gnassingbé a inauguré en avril 2018, le centre de stockage des déchets (CSD) solides de la ville de Lomé et des communes environnantes. Le centre d'enfouissement est aménagé à Aképé en périphérie de la capitale (15km) sur 80 hectares. Un volet valorisation des déchets



Faure Gnassingbé lors du lancement du projet rural de Djaqlé

est pris en compte avec une plateforme de prétraitement et de transformation en combustibles solides de récupération. L'Union européenne (à travers son projet d'eau et assainissement pour le Togo) et l'Agence française de développement (dans le cadre du projet Peul II) ont mis à disposition une subvention totale de 10

millions d'euros. La Boad a quant à elle signé avec le gouvernement un prêt concessionnel de 9,15 millions d'euros, soit plus de 5 milliards 850 millions de francs CFA. Ces fonds, ainsi que l'investissement de 2 milliards de francs CFA de la Mairie, ont permis la réalisation de ce projet.

Programmes et structures de fonds pour diverses couches sociales

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) : sur toute l'étendue du territoire national, le Faiej a concrétisé 10647 formés, 1333 financés, 3613 emplois créés, 2 milliards 160 millions, 118 mille 474 francs CFA. Créé par la loi N°2006-008 du 14 novembre 2006, le Fonds d'appui aux initiatives

économiques des jeunes (Faiej), est un dispositif intégré d'appui technique et financier du gouvernement togolais qui vise l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers la promotion de l'entrepreneuriat et la facilitation d'accès au financement de leurs projets d'entreprise.

A travers ce programme, c'est au total 2 milliards 79 millions 437 mille 115 francs CFA investis dans la formation et le financement des micro entrepreneurs dans les domaines de l'artisanat, de l'agriculture, des services et du commerce. Un tout qui a profité à 2650 hommes et 552 femmes.

Le Programme d'appui au développement à la base (Pradeb) a non seulement pour objectif de renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs par la formation en élaboration de plans d'affaires, en comptabilité de base, en gestion d'entreprises, en gestion du crédit et en technique professionnelle, mais également de faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs aux services financiers par la mise en place d'une ligne de crédit auprès des institutions de micro finance. De plus, les jeunes entrepreneurs sont suivis et accompagnés de la phase de l'émergence de l'idée de projet jusqu'à la consolidation en passant par la création de l'entreprise. Un budget de 2,2 milliards de francs CFA est alloué pour la mise en œuvre de cette composante, qui devra en 5 ans, former 3 750 jeunes en entrepreneuriat et créer/consolider 1 500 micros entreprises de jeunes diplômés et artisans.

L'Agence nationale de Volontariat du Togo (ANVT) : l'agence a mobilisé 5309 hommes et 2415 femmes volontaires. C'est un établissement public administratif créé en juillet 2014 par décret présidentiel n° 2014-151/PR. Il a pris la relève du programme de promotion de volontariat national venu à terme

d'un parcours de 5 années de mise en œuvre et dont les excellents résultats ont fait du modèle togolais le meilleur programme en Afrique en 2013. L'ANVT a pour mission de valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition des compétences nationales. Elle vise à être un outil innovant pour la promotion du volontariat inclusif basé sur l'engagement citoyen au service du développement et du rayonnement du Togo.

Le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural: après son lancement en 2015, le PNPER a permis d'outiller 100 formateurs en méthodologie d'identification des idées, de création et de développement des entreprises. De même, 882 promoteurs ont été aussi formés à l'élaboration des plans d'affaires et 315 promoteurs en techniques de production. Un financement de 21 plans d'affaires a été réalisé pour un coût total de 78 288 255 francs CFA. Dans 2 ans, le PNPER sera bouclé. Selon le document technique du projet (49 pages), il est indiqué « le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) est un projet qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (Pniasa) du Togo ». Son achèvement est prévu le 30 juin 2020 et sa clôture au 31 décembre de la même année. Les parties prenantes attendent de voir ce qu'il en saura d'ici 2020 lors de l'évaluation finale.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

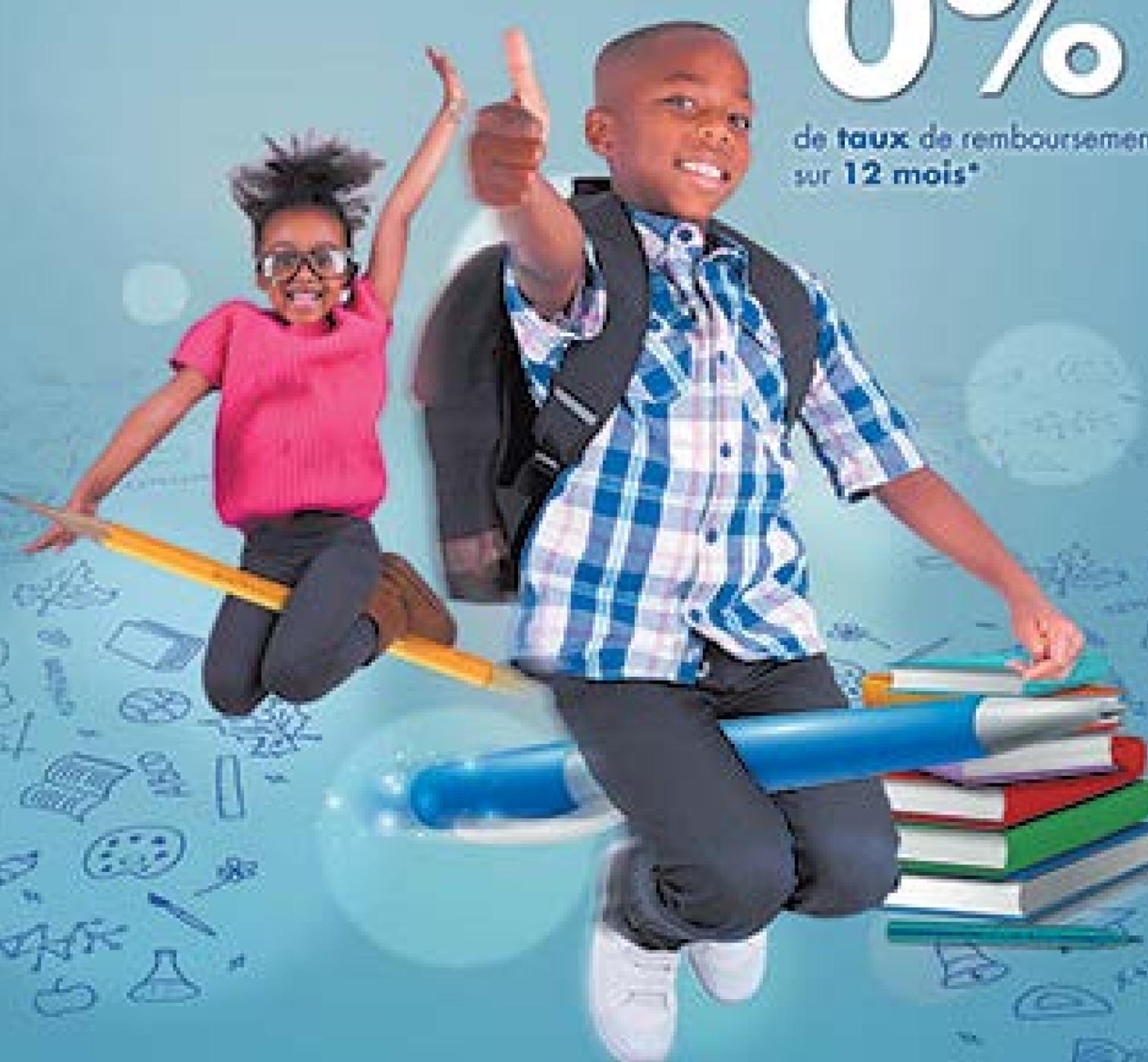
www.monkiosk.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.alome.com



0%

de taux de remboursement
sur 12 mois*

Prêt scolaire

Donnez des ailes à l'éducation de vos enfants

Du 15 Juillet au 15 Octobre 2019



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



Littérature Togolaise

« L'Afrique d'abord, Africa first » de Gervais Djondo

L'un des poids lourds de l'entreprenariat africain, Gervais Djondo n'est plus à présenter dans le domaine économique au Togo. L'homme d'affaire vient de faire son entrée dans la littérature togolaise avec la publication de son livre intitulé : « L'Afrique d'abord, Africa First ». Un véritable chef-d'œuvre qui révèle le pouvoir d'une Afrique unie.

Préfacé par Donald Kaberuka, ancien Président de la Banque africaine de développement et Arnold Ekpé, ancien directeur général du groupe Ecobank, «L'Afrique d'abord, Africa First » est un ouvrage assez dense et documenté. Le document est en effet un condensé d'information sur le continent noir dans le domaine du commerce.

Le livre vise à démontrer que le regroupement des Etats africains en entités plus grandes, allié

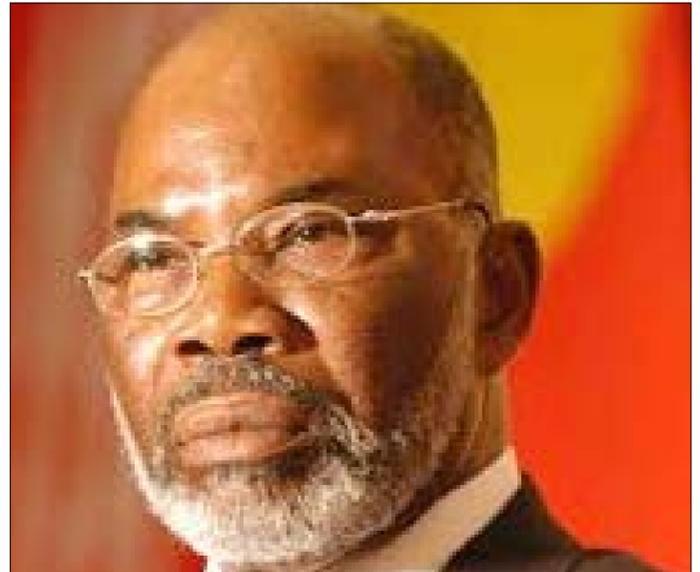
au développement du commerce interafricain favorise la réussite et suscite le respect.

A travers « L'Afrique d'abord, Africa First », Gervais Koffi Djondo veut également inviter les jeunes africains en quête de modèles à s'inspirer de ses idées et de sa riche expérience pour construire l'Afrique de demain.

Ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, cofondateur et président

honoraire d'Ecobank Transnational Incorporated (Eti), ancien président du Conseil d'administration de la fondation Ecobank, fondateur et président du Conseil d'administration d'Asky, Gervais Koffi Djondo traîne derrière lui assez de titres. Il est Commandeur de l'Ordre du Mono, Commandeur de l'Ordre national du Bénin et Commandeur de la Légion d'honneur.

En 2013, lors de l'assemblée générale de l'ONU à New



Gervais Djondo

York, l'homme d'affaire togolais a reçu le Prix Carrière exemplaire

(Lifetime Achievement Award).

N.E.

Littérature Africaine

Prix « Sarraounia » pour la promotion de la littérature en Afrique

La filière Arts et Culture de l'Université Abdou Moumouni au Niger en symbiose avec la maison d'édition Amalion au Sénégal vient de lancer les inscriptions pour le Prix Sarraounia de la Fiction Jeune Adulte. Le dépôt de candidatures de cette première édition est prévu du 30 juin au 30 septembre 2019. Le Prix a pour but d'accroître l'offre de lecture pour les jeunes adultes africains.



L'affiche du Prix Sarraounia

Le Prix « Sarraounia » de la Fiction Jeune Adulte veut récompenser les

auteurs et illustrateurs africains basés en Afrique qui auront produit les

meilleurs ouvrages de fiction inédits destinés aux jeunes adultes.

La participation au Prix est gratuite et ouverte à toute personne physique majeure ou mineure ayant la nationalité d'un pays africain. Il doit néanmoins résider dans le continent africain et avoir écrit une œuvre de fiction, illustrée ou non illustrée, en langue anglaise, française, ou haoussa. Toute œuvre déjà publiée sur un support numérique ou papier ayant fait l'objet d'un contrat d'auteur ne pourra être acceptée.

Par ailleurs, le dépôt de candidatures prendra fin le 30 septembre 2019. La collaboration entre deux écrivains ou entre un écrivain et un illustrateur sera considérée comme

une seule candidature. Le lauréat recevra 1000 euros, et son ouvrage sera publié et diffusé par Amalion et ses partenaires à partir de mai 2020. Le Prix Sarraounia compte travailler également à la promotion des auteurs et de leurs ouvrages dans plusieurs forums auprès des acteurs du livre et du grand public.

la délibération du Jury se tiendra le 15 novembre 2019 et l'annonce officielle du lauréat sera communiquée le 15 décembre 2019. Le lauréat sera donc convié à se rendre à la cérémonie officielle de remise du Prix, le 15 avril 2020.

Nadia Edodji

Lire

« Le pagne Noir » de Bernard Dadié. Ed Présence Africaine. Pp 104-105

« ...Elle allait avec les Jeunes filles, à la source, puiser l'eau, avec les femmes dans les champs chercher les vivres, avec le pêcheur jeter le filet, avec le chasseur parcourir la brousse, avec le voyageur. Elle restait éveillée lorsque tout le village dormait. Et le jour venu, elle restait à veiller. Vingt ans s'étaient écoulés depuis le jour où le Chasseur avait délivré le Boa. Le chien galeux

maintenant plus galeux que jamais, un matin, a son compagnon, revint dire: ton maître va mourir. Qu'est-ce que tu racontes? Je dis qu'aujourd'hui, au moment précis où les arbres auront sous eux, ramassé leur ombre ton maître mourra. Et comment pourrait-on le sauver? Qu'il rende au Boa la seconde gourde.

Mais en rendant au Boa la seconde gourde, c'est la misère qui revient ; c'est sa lance qu'il reprend, ses pièges qu'il revisite. Il sera même plus pauvre qu'il n'était avant. Et plus longtemps encore, il vivra. Qu'il choisisse. L'homme surprit la conversation. Il allait mourir. Il regardait

le soleil monter dans le ciel, grimper sur la cime des arbres, rapetisser les ombres, les pousser, les entasser peu à peu sous les arbres, le soleil qu'il aurait voulu enchaîner. Il allait de la gourde à toutes ses richesses à son or, à ses diamants, à ses rubis qui tous jetaient des éclats éblouissants. Dans leurs chambres, elles semblaient des tas de braises sur lesquelles le vent aurait soufflé. Jamais le Chasseur ne les avait vus jeter autant d'éclats. Et c'est à cette heure qu'il prenait réellement conscience de son bonheur. Et plus le soleil avançait, plus toutes ses richesses en

son cœur poussant des racines, s'accrochaient, s'incrustaient. Il courut à la gourde, la prit, la déposa. Dans la cour, ses femmes insouciantes devisaient, riaient. Les enfants jouaient. Il entendait leurs belles voix qui lui remuaient le cœur. Le soleil grimpait. Sous l'effet de la chaleur les capsules de kapock éclataient, essaimaient leurs graines et leur duvet qu'emportait le vent. Les fleurs embaumaient. Dans les arbres en floraison bourdonnaient les abeilles folâtraient des papillons, pépiaient des oiseaux. Des bannetons se posaient, repartaient. Le chien galeux, comme pour se

moquer du Chasseur t ne cessait de dire à l'autre: Mais qu'est-ce qu'il a ton maître? Sait-il qu'il va mourir? Il doit le savoir, car depuis que je t'ai parlé de cette mort, il a totalement changé d'habitudes. Nous allons voir s'il aura le courage d'abandonner ses richesses pour redevenir pauvre, courir à nouveau la brousse, la lance sur l'épaule. Parions. Pourquoi? Moi Je dis, j'affirme qu'il n'aura pas le courage d'abandonner toutes ses richesses. Or il ne veut pas mourir. La vie est si douce ... Regarde ces fleurs, écoute ces chansons, respire ces parfums... »

Forum politique de haut niveau

Nouvel appel au renforcement de l'action climatique

Chaque année se tient au siège des Nations unies à New York, le Forum politique de haut niveau (FPHN) pour le développement. Il s'agit du principal rassemblement de suivi des progrès des Objectifs de développement durable (ODD). Pour le compte de l'année 2019, il s'est déroulé la semaine dernière. A la fin de cette rencontre, un appel a été lancé en faveur du renforcement de l'action climatique, essentiel pour l'atteinte des ODD.



Des enfants brandissant les ODD sur des cartons

Le changement climatique dépasse le cadre des 17 ODD spécifiés par l'agenda 2030 pour le développement durable. C'est un multiplicateur de menaces doté du potentiel pour entraver certains des défis les plus importants auxquels fait face l'humanité, tels que la santé, la pauvreté et la faim.

Ovais Sarmad, secrétaire exécutif adjoint de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), déclare en

effet : « nous n'avons pas de temps à perdre, le caractère urgent de l'action climatique est évident. Ce qui profite aux plus vulnérables, nous profitera à nous tous ».

Deux rapports phares ont été établis pendant le forum. La journée d'ouverture a vu la réalisation du rapport annuel rendant compte des projets des ODD. Celui-ci a expliqué que les impacts du changement climatique ralentissent les progrès de l'agenda du développement durable, menaçant de mettre à mal bon nombre d'avancées

réalisées au cours des dernières décennies et qui ont permis d'améliorer la vie des peuples.

Un second rapport phare sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisé une semaine plus tard, cite le changement climatique comme l'un des principaux phénomènes responsables de l'insécurité alimentaire, à l'instar des conflits et des inégalités économiques.

Ala lumière de l'agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le changement climatique, l'on comprend

aisément pourquoi le changement climatique et le développement durable sont des sujets transversaux. Cela veut dire que si des mesures ne sont pas prises pour annihiler les effets du changement climatique, le développement durable est menacé.

La secrétaire exécutive de la CCNUCC Patricia Espinosa, dans un récent éditorial réalisé de concert avec le sous-secrétaire général du Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc), Liu Zhenmin, a expliqué cette interconnexion. En voici un extrait : « dans une perspective d'ensemble, l'agenda 2030 et l'Accord de Paris traitent réellement des mêmes choses. Ils nous offrent la plus grande des opportunités pour un changement systémique positif qui assurera un environnement résilient, productif et sain pour les générations présentes et futures ».

Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable apportera des informations lors de plusieurs autres réunions critiques sur le thème du changement climatique et du développement durable, notamment le sommet action climat, convoqué par le secrétaire général des Nations unies le 23

septembre, le sommet ODD des 24 et 25 septembre, tous deux à New York et la Cop 25 au Chili en décembre.

Dans son discours de clôture du forum, M. Sarmad a ajouté : « nous avons entendu les appels de nombreux pays à des actions innovantes et concrètes mais aussi des demandes de soutien de plusieurs petits Etats insulaires et de pays les moins développés. Nous apprécions grandement l'engagement et le dévouement des Etats membres et des autres parties prenantes qui sont venues partager leurs expériences et ont appelé à plus d'action et d'ambition climatique ». Le renforcement de l'action climatique à l'échelle mondiale est donc devenu aujourd'hui une urgence et une priorité. Le développement durable, c'est-à-dire la mise en œuvre des 17 ODD est à ce prix.

L'on a besoin d'une action climatique accrue à tous les niveaux de la société à travers des initiatives telles que la campagne ActNow, un appel mondial pour une action climatique citoyenne.

Edem Dadzie

Source : service de presse de la CCNUCC

Journée d'action globale

La vague verte a déferlé sur la Kozah

Dans le cadre de la première édition de la Journée d'action globale, une vague verte a déferlé sur la préfecture de la Kozah juste au moment où les cérémonies initiatiques Evala tiraient vers leur fin.

Très souvent les initiatives visant à sensibiliser la population sur la nécessité de protéger l'environnement se limitent à la capitale et à ses environs. Il est vrai que les Organisations de la société civile à l'intérieur du pays ont l'habitude de prendre des initiatives similaires, mais cela n'a pas toujours la même portée. De plus, il faut reconnaître que la plupart des acteurs qui impactent et innovent réellement se retrouvent dans la capitale.

C'est ainsi que sur l'initiative des fondations Mablé Agbodan et Togo tourisme

et développement, une Journée d'action globale a été organisée le jeudi 18 juillet dernier à Kara. Elle était placée sous le thème : « réduction des déchets pour la création de l'emploi ». Plus d'une centaine de volontaires ont pris part aux activités de cette journée.

Le jeudi matin très tôt (6 h), une course Ecojogging a quitté le lycée Kara 2 où campaient les volontaires pour rallier le centre-ville et ensuite rejoindre le point de départ. Il faut préciser que c'était la toute première fois qu'officiellement la ville de Kara accueillait une course Ecojogging.

L'opération à elle seule constituait déjà un puissant outil de véhicule de l'information écologique. Plusieurs sacs poubelles étaient pleins à craquer à la fin de la course. Ce fut une pleine satisfaction pour tous les volontaires, d'avoir contribué à réduire un peu la quantité des déchets plastiques qui jonchaient les rues de Kara. Dans l'après-midi et malgré qu'une grande pluie s'est abattue sur la Kozah, la population est sortie nombreuse pour participer à la séance de sensibilisation qui était prévue. Il était question de leur expliquer le concept



Photo de famille à la fin de la course Ecojogging

Ecojogging et son bien-fondé.

Le président fondateur de ce mouvement, Félix Tagba s'est chargé de le faire. Mablé Agbodan de son côté a expliqué à l'auditoire qu'il existe beaucoup d'opportunités aujourd'hui, notamment avec les déchets. D'ailleurs les jeunes du Centre des métiers d'arts et d'artisanats dont elle est la propriétaire en ont fait la démonstration.

Ceux-ci ont montré à travers leurs œuvres qu'il est possible de récupérer du bois abandonné et les déchets plastiques pour fabriquer des objets d'arts et usuels. La première Journée d'action globale s'est terminée sur une note de satisfaction et les volontaires ont pu faire un tour au parc animalier de Sarakawa avant de quitter la Kozah.

E. Dadzie

Emploi dans la sous-région

Un système d'information bientôt sur le marché du travail

Le Togo accueille du 22 au 26 juillet 2019 un atelier régional de présentation du guide méthodologique sur les indicateurs relatifs à la migration internationale de main d'œuvre et des outils harmonisés de collecte statistiques. Ouvert hier 22 juillet 2019 à Lomé, cet atelier enclenche la mise en œuvre d'un système d'information sur le marché du travail et de la migration.



Photo de famille des participants des 9 pays

La commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et un consortium de partenaires (OIM, ICPDM, BIT) appuyé financièrement par l'Union européenne, ont lancé en 2013, l'« Appui à la libre circulation des personnes et à la migration en Afrique de l'Ouest (FMM-AO) ». Un projet qui appuie la mise en œuvre effective

du Protocole sur la libre circulation des personnes et l'approche commune de la Cedeao sur la migration. Pour que les ressortissants des Etats membres de la Cedeao puissent apprécier et exploiter au mieux les avantages de cette mobilité intracommunautaire, il urge de disposer de données fiables, régulières, désagrégées et fondées sur des

évidences permettant de guider les décideurs dans la formulation de politiques sur la formation professionnelle, l'emploi et la migration de la main d'œuvre dans la sous-région et répondre aux besoins identifiés par les acteurs de ce secteur. Des raisons qui sous-tendent l'organisation dudit atelier régional, accueilli par le Togo, du 22 au 26 juillet 2019. Lequel atelier est

soutenu par le ministère togolais de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale, mise en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), dans le cadre du projet FMM-AO et financé par l'Union européenne et la Cedeao.

Les ressortissants de neuf pays de la Cedeao plus la Mauritanie bénéficient de cet atelier. Lors de la cérémonie d'ouverture des travaux hier, le ministre Gilbert Bawara, par la voix de son secrétaire général, Atissim Assih, réalise l'importance de disposer d'un système de données, lequel est le vœu des ministres du Travail des pays de la Cedeao, réuni à Abuja la semaine passée. En effet, le 19 juillet dernier, les ministres en charge du Travail des pays membres de la Cedeao, ont examiné et adopté le règlement portant harmonisation des lois de travail et le programme de travail décent pour la région.

Le présent atelier est donc

organisé pour présenter les outils qui seront testés par les experts provenant du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Nigéria, de la Sierra Leone et du Togo.

« Cet atelier a pour finalité de créer un outil qui permet à chaque Etats membres de savoir les besoins en termes de travail au niveau de leurs pays et de les partager avec les autres Etats. Lorsqu'il y a un besoin qui est exprimé par un Etat, les autres Etats, à travers ce système, connaissent la nature de ces besoins et en fonction proposer les opportunités disponibles », a expliqué Lamine Daffe, chargé de projet du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

L'atelier prend fin le vendredi 26 juillet 2019. Cinq jours qui ne représentent que la première étape du processus.

Attipoe Edem Kodjo



DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication



Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

SCHOOL ASSUR®

Le Programme
School Assur pour
quelle catégorie
d'apprenants ?

Tous les apprenants des **écoles primaires, des collèges et lycées publiques** (soit du CP1 en Terminale) **du Togo** sont éligibles.

 School Assur Togo  @SchoolAssurT